Ville de
RIS-ORANGIS

2026 /

ARRÊTÉ N° 2026/288

du lundi 19 octobre 2026

Portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement pour le retrait des bus électriques et dépose de clôtures de chantier au 10 Chemin du Clos Langlet, par la Société LEGENDRE pour le compte de VALOPHIS

Madame le Maire de Ris-Orangis, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

VU le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

VU l'arrêté n°2026/146 du 29 mai 2026, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

VU l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

VU le règlement communal de voirie,

CONSIDERANT la demande présentée par la Société LEGENDRE, domiciliée au 155 Boulevard Maxime Gorki - 94807 VILLEJUIF, pour le compte du Groupe VALOPHIS, domicilié au 9 Route de Choisy - CS 50078 - 94048 CRETEIL CEDEX, relative au retrait des bus électriques et dépose de clôture de chantier, au 10 Chemin du Clos Langlet – 91130 RIS-ORANGIS

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

SUR proposition du Centre Technique Municipal,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Autorisation.
La Société LEGENDRE, domiciliée au 155 Boulevard Maxime Gorki - 94807 VILLEJUIF, pour le compte du Groupe VALOPHIS, domicilié au 9 Route de Choisy - CS 50078 - 94048 CRETEIL CEDEX, est autorisée à réaliser le retrait des bus électriques et dépose de clôtures de chantier, au 10 Chemin du Clos Langlet – 91130 RIS-ORANGIS.

ARTICLE 2 : Stationnement.
Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de bateau la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.
L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation règlementaire annonçant les travaux en cours.

ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.
Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.
A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.
En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

ARTICLE 6 : Affichage.
Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

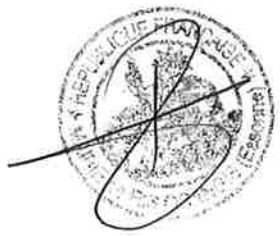
ARTICLE 7 : Durée.
Le présent arrêté est applicable du mardi 27 octobre 2026 au mardi 10 novembre 2026.

ARTICLE 8 : **Ampliation du présent arrêté sera transmise à :**
- Monsieur le Commissaire de Police d'Evry-Courcouronnes.
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale.
- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 19 octobre 2026.

Sonia BENAMEUR
Maire de Ris-Orangis
Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération Grand Paris Sud



Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte :
Transmis en Préfecture le :
Publié le : 27 OCT. 2026
Notifié le :

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Le Tribunal Administratif de Versailles peut aussi être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur www.telerecours.fr

